

Israël : nouvelle direction, vieille politique

samedi 4 octobre 2008, par [WARSCHAWSKI Michael](#) (Date de rédaction antérieure : 2 octobre 2008).

Le Premier ministre israélien démissionnaire, Ehud Olmert, impliqué dans une affaire de corruption, laisse la place à l'ex-ministre des Affaires étrangères, Tzipi Livni. Des élections anticipées devraient avoir lieu.

De Jérusalem

Le parti Kadima a élu, à une courte majorité, son nouveau leader, Tzipora (Tzipi) Livni. Livni n'est pas tout à fait une inconnue, puisqu'elle a été ministre des Affaires étrangères du gouvernement dirigé par Ehud Olmert, qui a annoncé sa démission. Démission forcée, puisque plusieurs procédures judiciaires pour corruption et malversations sont en cours et que, depuis quelques années, la loi israélienne exige d'un ministre inculqué qu'il démissionne jusqu'à la fin des poursuites.

En devenant leader de Kadima, Livni va aussi prendre la place d'Olmert à la tête du gouvernement israélien, jusqu'aux prochaines élections, qui seront vraisemblablement anticipées. L'élection de Livni a soulevé, dans une partie de la gauche modérée, en Israël comme en Europe, un certain optimisme. S'il est vrai que l'autre prétendant au poste, l'ancien chef d'état-major Shaul Mofaz, aurait été une véritable catastrophe, car il combine la brutalité de Sharon et l'idéologie extrémiste de Nétanyahou (l'actuel chef de file du Likoud), il ne faut pas se faire trop d'illusions sur Tzipi Livni. Certes, elle a rompu, comme Ehud Olmert, avec l'idéologie du Grand Israël dans laquelle ils avaient grandi, et le fait de parler avec des dirigeants palestiniens ne lui donne pas d'urticaire, comme c'est le cas avec Ehud Barak. Mais de là à en faire une pacifiste...

Livni représente le pragmatisme de Kadima, la chute libre des idéologies politiques et, c'est peut-être une de ses qualités, une compréhension du contexte international que n'ont pas la plupart des politiciens israéliens. Elle a annoncé qu'elle consacrerait l'essentiel de son temps au « processus de paix », c'est-à-dire à la poursuite de rencontres régulières avec Mahmoud Abbas et Ahmed Qoreï, desquelles rien ne sort. D'autant que le gouvernement qu'elle va constituer sera instable et, sans doute, de courte durée, ce qui signifie des élections à court terme.

La probabilité d'une confrontation électorale rend improbable un accord avec les Palestiniens qui soit plus qu'une vague déclaration d'intentions, sans contenu précis et sans calendrier. D'autant que Benjamin Nétanyahou a bien l'intention de retourner à la direction du pays, et son seul moyen d'y parvenir, c'est de recycler les vieilles peurs sur les dangers qui menacent l'existence d'Israël, l'Iran, bien sûr, le terrorisme international, mais aussi les Palestiniens, qu'ils soient du Hamas ou... de l'OLP. Tout semble indiquer que Nétanyahou va déterminer l'ordre du jour des élections, plaçant ses adversaires de Kadima et du Parti travailliste sur la défensive.

En bref, l'État d'Israël vient de changer de conducteur, mais le plan de route reste le même, qui indique du surplace au moins jusqu'à l'intronisation du nouveau président des États-Unis. Et ensuite ? Les deux candidats à la Maison Blanche ont annoncé qu'il y a des crises beaucoup plus graves que le conflit israélo-palestinien et, qu'en conséquence, le règlement de ce dernier ne serait pas une priorité pour la nouvelle administration. Si Mahmoud Abbas continue, comme il le dit, à

miser sur une intervention américaine pour forcer Israël à se retirer des territoires occupés, il ferait mieux de ne pas se représenter et de laisser sa place à un autre.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2268, 02/10/2008.